
FICHES THÉMATIQUES

1.1 La croissance mondiale

Depuis 1960, la croissance mondiale a été relativement rapide. Estimée sur la base des parités de pouvoir d'achat (PPA), le produit intérieur brut a été multiplié par 5,8 (une hausse moyenne de 3,9 % par an), soit un facteur multiplicatif de 2,7 par habitant (2,2 % par an). Cette croissance n'a pas été régulière :

- jusqu'en 1974, l'expansion a été rapide et centrée sur l'industrie des pays développés (triade États-Unis, Europe et Japon) ;
- de 1975 à 1986, le premier choc pétrolier amorce un net ralentissement des grands pays industriels ;
- de 1986 à 2001, la reprise reste contrastée selon les zones et entrecoupée de crises financières ;
- depuis cinq ans, la croissance s'accélère sous l'impulsion de la Chine et concerne de nombreux pays émergents.

Ainsi, jusqu'aux années 90, l'Europe de l'Ouest, les États-Unis et le Japon ont contribué à plus de la moitié de la croissance mondiale. Ce dynamisme des pays les plus riches a amplifié les inégalités dans le monde. En 1990, le PIB d'un Américain était 4,5 fois plus élevé que la moyenne mondiale (4,1 en 1960) et celui d'un Européen 3,4 fois plus (2,5 en 1960).

Mais, la croissance des pays riches s'est progressivement essoufflée. Avec plus du tiers de la population mondiale, la Chine et l'Inde ont pris le relais depuis quelques années et ont contribué pour environ 40 % à l'accroissement du PIB mondial depuis 2000. La Chine et surtout l'Inde restent cependant encore très éloignées des niveaux de vie occidentaux. Seuls quelques petits pays ont réussi à combler leur retard (Corée du Sud, Irlande, etc.).

A contrario, plusieurs zones ont éprouvé d'importantes difficultés depuis 15 ans :

- l'Afrique reste pénalisée par une démographie galopante, des conflits intérieurs, le sida, la corruption ;
- l'Amérique du Sud commence à maîtriser son inflation mais souffre encore de l'instabilité politique et des fluctuations des cours des matières premières ;
- la Russie et ses voisins ont gravement souffert

de l'effondrement du système socialiste dans les années quatre-vingt-dix.

Cependant, depuis quelques années, une nouvelle mutation de l'économie mondiale semble se dessiner avec la mondialisation des échanges. De nombreux pays en développement, à l'image de la Chine, semblent trouver les ressorts d'une croissance moins dépendante de celle des pays riches. Ainsi, plusieurs pays s'industrialisent rapidement (Chine, Inde, Brésil, Mexique, Indonésie...) grâce à la mondialisation des échanges et au développement des investissements internationaux liés notamment au faible coût de la main-d'œuvre. Cette croissance génère une forte demande sur les matières premières, ce qui bénéficie aux pays disposant de ressources minérales (pétrole, gaz, métaux...).

Si cette accélération est spectaculaire, mesurée en taux de croissance, les progrès sont plus limités en valeur absolue. Avec 11 % de la population mondiale, la « Triade » (Union européenne, États-Unis et Japon) produit encore 40 % de la richesse mondiale (exprimée en PPA) en 2006. Si l'enrichissement moyen d'un Chinois approche celui d'un Américain ou d'un Européen, celui des habitants du tiers monde reste encore très faible (moins de 100 dollars par an au Nigeria ou au Pakistan, soit près du dixième de l'accroissement pour un Occidental). Cependant, la mesure du PIB reste un indicateur partiel du bien-être d'une population. Ainsi, les États-Unis, largement en tête pour le PIB par tête, se voient devancés par plusieurs pays quand on prend en compte certaines données sociales (espérance de vie, alphabétisation, etc.). Ces indicateurs du développement humain (IDH) ne font que nuancer les diagnostics économiques : les pays africains restent les plus mal classés ; les pays d'Asie devancent peu à peu ceux d'Amérique latine grâce à leurs efforts pour scolariser leur population. ■

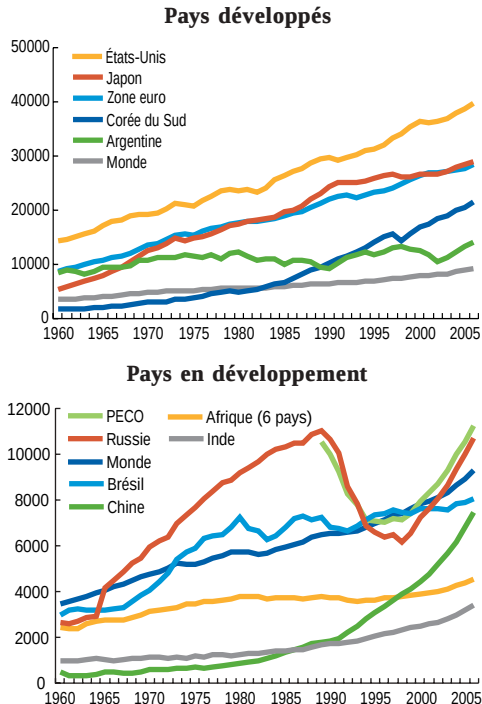
Comparer *en volume* les PIB de différents pays relatifs à une même année nécessite de neutraliser les écarts de prix existant entre ces pays. Pour cette raison, on exprime les PIB en parités de pouvoir d'achat (PPA).

Pour en savoir plus

- Rapport sur le développement humain : <http://hdr.undp.org/hdr2006/statistics/indicators/10.html>
- Rapport du Conseil économique et social : Croissance potentielle et développement : www.ces.fr/rapport/doclon/07013103.pdf
- Rexecode : comparaisons internationales 1960-2006 : www.coe-rexecode.fr

1. Évolution du PIB par habitant depuis 1960 dans le monde

en dollars, corrigée des parités de pouvoir d'achat



Source : COE - Rexecode.

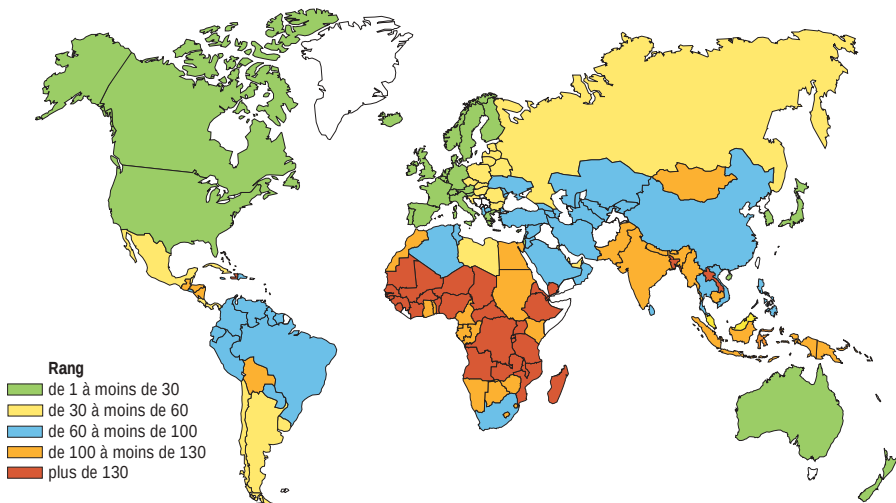
2. Évolutions récentes de la population et du PIB par tête

Pays (poids dans le PIB mondial en PPA)	Population		PIB par habitant corrigé des PPA			
	M hab.	Var. (%)	niveau (1000\$)	depuis 1990 (%)	évolution depuis 2003 %	\$
Monde						
Monde (100 %)	6 538	1,1	9,2	2,2	3,7	320
Triade						
États-Unis (20)	299	1,0	40	1,8	2,5	940
Japon (6,1)	127	0,1	29	1,1	2,2	610
Zone euro (15)	313	0,4	28	1,6	1,6	440
Allemagne (3,8)	82	0,0	28	1,4	1,6	440
France (3,0)	63	0,6	29	1,3	1,2	340
Italie (2,7)	58	0,0	28	1,1	0,8	210
Espagne (1,8)	43	1,1	26	2,3	2,4	590
Autres pays d'Europe						
Royaume-Uni (3,1)	60	0,4	31	2,1	1,9	580
Pologne (0,9)	38	0,0	13	3,5	4,7	570
Russie (2,5)	142	-0,5	11	0,0	7,3	680
Inde et Chine						
Chine (16)	1 323	0,6	7,4	9,2	9,7	600
Inde (6,3)	1 119	1,6	3,8	4,3	6,4	190
Autres pays en développement (> 100 M habitants)						
Mexique (1,8)	108	1,3	10,8	1,4	2,7	250
Brésil (2,5)	188	1,4	8,0	1,1	2,1	160
Indonésie (1,6)	225	1,3	4,3	3,0	3,9	150
Pakistan (0,7)	161	2,0	2,5	2,1	4,5	100
Bengladesh (0,5)	144	2,0	2,1	3,1	4,3	80
Nigeria (0,3)	134	2,3	1,3	1,2	3,8	40

Source : COE - Rexecode.

3. Indicateur de développement humain (IDH)

pays répartis selon leur rang de classement



Source : Nations unies (UNDP).

1.2 Les échanges industriels mondiaux

Depuis quatre ans, le volume des échanges mondiaux de marchandises progresse en moyenne de 7 % par an. La hausse des prix a été particulièrement forte pour l'énergie et les métaux. Amplifiée par la baisse du dollar, elle se traduit par une progression annuelle de 17 % des échanges mondiaux exprimés en dollars (+ 10 % en euros). L'ouverture des frontières de nombreux pays émergents et la bonne tenue de la croissance économique mondiale (+3,4 % en volume par an) entretiennent la croissance du commerce mondial.

Les pays en développement d'Asie, mais aussi l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Amérique du Sud sont devenus les moteurs des échanges mondiaux. Depuis deux ans, ils contribuent pour 60 % à la croissance du commerce mondial. En 2006, ils couvrent 43 % des exportations mondiales, contre 35 % en 2001. Aux États-Unis, pour la deuxième année consécutive, la croissance des exportations de produits manufacturés (+ 15 % en valeur) est supérieure à celle des importations (+ 10 %). Les exportations des États-Unis franchissent les mille milliards de dollars en 2006, grâce à de bonnes performances dans l'aviation (+ 23 %) et dans la fabrication de machines industrielles (+ 15 %). Les importations sont dynamiques pour les produits métalliques (+ 32 % en valeur), les machines industrielles (+ 13 %), les ordinateurs (+ 9 %) et pour l'automobile (+ 7 %). Ce différentiel de croissance entre exportations et importations n'est cependant pas suffisant pour réduire le déficit : celui-ci s'accroît encore de 14 milliards de dollars, pour atteindre 518 milliards de dollars en 2006 (soit 817 milliards de dollars avec la facture énergétique). Hors énergie, les échanges sont très déséquilibrés dans l'automobile (-150 milliards de dollars), l'habillement (-128 milliards) et dans les matériels informatiques (- 91 milliards).

La Chine, devenue le troisième exportateur mondial depuis 2004, a exporté pour 969 milliards de dollars de produits manufacturés en 2006, en hausse de 27 % par

rapport à 2005. Les exportations représentent un tiers du PIB chinois, contre 21 % pour la France. Depuis 2002, elles croissent de 29 % par an en dollars. En 2006, le solde global des échanges chinois atteint 177 milliards de dollars.

Les pays étant de tailles très différentes, une simple sommation des échanges commerciaux donne une image faussée du commerce mondial. Ainsi, au sein de l'Union européenne, première zone commerciale, 70 % des échanges extérieurs sont intrazone. Une approche des échanges entre grandes zones, malgré l'arbitraire des délimitations de zones, permet de mieux appréhender la structure des échanges mondiaux. Ainsi, en se limitant aux échanges manufacturés entre l'Europe (y c. Russie), l'Amérique, l'Asie-Océanie et l'Afrique (y c. Moyen-Orient) :

- l'Asie vient en tête, avec 37 % des exportations intercontinentales. Elle réalise à elle seule plus de 60 % des exportations dans l'informatique, le textile, les télécommunications et l'ameublement ;

- le continent européen arrive en deuxième position (33 %). Si l'Union européenne (UE à 25) réalise moins du tiers des exportations intercontinentales, elle garde toutefois la première place dans la fabrication de machines (46 % du commerce intercontinental), la chimie (46 %) et la métallurgie (42 %). Dans l'automobile (37 %), sa position s'améliore aux dépens de l'Amérique ;

- loin derrière (15 %), le continent américain voit ses parts de marché reculer de 4 points entre 1995 et 2005 au profit de l'Asie. Ses échanges restent toutefois importants pour les appareils médicaux, le bois et papier, l'agroalimentaire et l'aviation. Il exporte aussi (essentiellement d'Amérique du Sud) plus de 40 % des minerais non raffinés ;

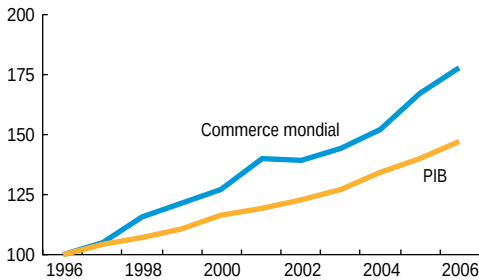
- l'Afrique (14 %, y c. Moyen-Orient) n'est en bonne position que pour les minerais et les produits métalliques de base. Aussi a-t-elle largement bénéficié de la hausse récente des prix des matières premières. ■

Pour en savoir plus

- Statistiques du commerce extérieur des États-Unis : <http://www.census.gov/foreign-trade/www/>
- Rapport annuel de l'OMC sur le commerce mondial : http://www.wto.org/english/res_e/statis_e/its2006_e/its06_appendix_e.htm

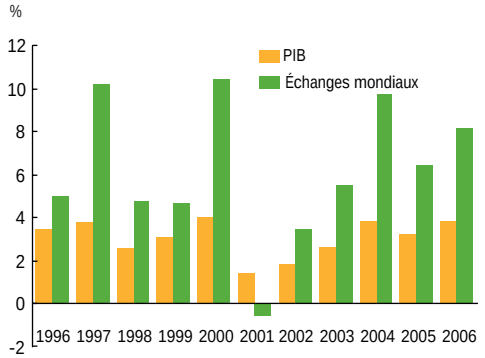
1. Croissance mondiale en volume du PIB et des exportations de marchandises

indices 100 en 1996



Note : PIB mondial évalué aux taux de change courants.
Source : OMC.

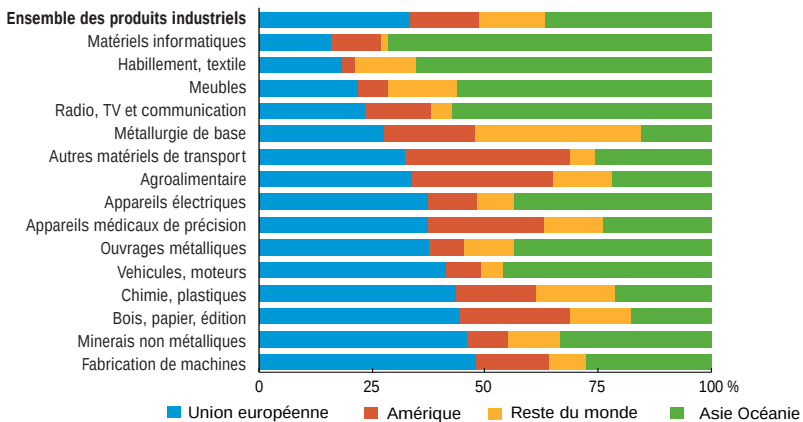
2. Taux de croissance en volume du PIB et des exportations de marchandises



Note : PIB mondial évalué aux taux de change courants.
Source : OMC.

3. Échanges de produits manufacturés par grande zone en 2005

(commerce intrazone inclus)



Source : Cepii - base Chelem.

4. Évolution annuelle, à prix constants, du PIB et des échanges

%

	PIB			Exportations			Importations		
	2004	2005	2006	2004	2005	2006	2004	2005	2006
Amérique du Nord	3,9	3,2	3,4	8,0	6,0	8,5	10,5	6,5	6,5
États-Unis	3,9	3,2	3,4	8,5	8,0	10,5	11,0	6,0	5,5
Amérique centrale et australe	6,9	5,2	5,2	13,0	8,0	2,0	18,5	14	10,5
Europe	2,4	1,8	2,8	7,0	4,0	7,5	7,0	4,0	7,0
Union européenne (25)	2,3	1,6	2,8	7,0	4,0	7,5	6,5	3,5	6,5
Communauté des États indépendants (ex-URSS)	8,0	6,7	7,5	12,0	3,5	3,0	16	18,0	20,0
Afrique et Moyen-Orient	6,0	5,5	5,4	8,0	5,0	1,0	14	13,0	8,5
Asie	4,8	4,1	4,4	15,5	11,5	13,5	14,5	8,0	8,5
Chine	10,1	9,9	10,7	24,0	25,0	22,0	21,5	11,5	16,5
Japon	2,7	1,9	2,2	13,5	5,0	10,0	6,5	2,0	2,0
Inde	8,0	8,5	8,3	15,5	20,5	11,5	16	20,5	12,0
Monde	3,9	3,2	3,7	10,0	6,5	8,0	10,0	6,5	8,0

Note : PIB mondial évalué aux taux de change courants.
Source : OMC.

1.3 L'industrie manufacturière dans l'Union européenne

Dans l'Union européenne (UE à 27), l'activité manufacturière a généré une valeur ajoutée de 1 605 milliards d'euros en 2004. L'industrie manufacturière occupait 35,3 millions de personnes. Entre 2000 et 2004, le nombre de personnes occupées a diminué progressivement dans les anciens États membres, en particulier au Royaume-Uni, en Allemagne, en Italie et en France. En revanche, il a augmenté dans les nouveaux pays membres (Hongrie, Bulgarie et Lituanie, etc.).

La quasi-totalité (99 %) des 2,3 millions d'entreprises composant le secteur manufacturier sont des PME (employant jusqu'à 249 personnes). Ces entreprises occupent 58 % de l'emploi total et génèrent 45 % de la valeur ajoutée.

L'industrie allemande représente un quart de la production en valeur de l'industrie de l'UE, précédant la France et l'Italie (15 %), suivies du Royaume-Uni (11 %). La production allemande est redevenue depuis deux ans très compétitive à l'exportation, tant à l'intérieur de l'Union européenne qu'avec le reste du monde.

En 2004, la valeur ajoutée, évaluée aux coûts des facteurs, de l'activité manufacturière de l'UE à 27 a progressé d'environ 3,9 %. Cette évolution est principalement soutenue par les « quatre grands » de l'Union européenne. Cependant, certains pays tels que l'Espagne, l'Autriche mais aussi les Pays-Bas et la Belgique ont connu un accroissement notable de leur production industrielle en s'adaptant à la demande mondiale. Parmi les nouveaux pays membres, la République tchèque, la Hongrie et la Pologne maintiennent une forte croissance de leur production manufacturière. Les pays européens de petite taille se distinguent également par leur dynamisme industriel.

Parmi les principaux secteurs industriels de l'UE à 27, classés en fonction de leur valeur ajoutée, celui de la métallurgie et du travail

des métaux arrive en tête, avec 13,3 % de l'ensemble, précédant les industries agroalimentaires (12,5 %) et la fabrication d'équipements électriques et électroniques (11,8 %). Suivent la fabrication de machines et d'équipements et l'industrie chimique.

La production de l'industrie manufacturière dans l'UE à 25 a augmenté de 20 % en moyenne entre 1995 et 2005. La progression a été alimentée par la croissance des principales activités manufacturières, notamment le matériel de transport, les produits chimiques et les équipements électriques et électroniques. Seules les industries du cuir et articles en cuir et du textile et habillement ont enregistré une forte baisse durant cette période. Ces deux activités de faible ampleur au niveau européen reflètent l'évolution économique générale. En effet, la production manufacturière de base à forte intensité de main-d'œuvre et à moindre valeur ajoutée s'effectue de plus en plus dans des pays en développement comme la Chine, où les coûts de travail et d'autres facteurs de production sont relativement faibles.

La balance commerciale des produits manufacturés avec les pays situés hors de l'UE à 27 présente un solde excédentaire de 130 milliards d'euros, dont 112 milliards au profit de l'Allemagne. Le montant des exportations hors de l'Union européenne n'a cessé de progresser, passant de 345 milliards d'euros en 1990 à 982 milliards en 2006. L'Allemagne s'impose au premier rang des pays exportateurs de l'Union en réalisant 30 % des exportations de produits manufacturés extra UE à 27. Les États-Unis, destinataires d'un quart des exportations européennes de produits manufacturés en 2005, demeurent le plus important client de l'UE. En revanche, le solde des échanges commerciaux de produits manufacturés reste déficitaire avec la Chine, le Japon et, plus généralement, les économies dynamiques d'Asie. ■

Pour en savoir plus

- Michard D. : « La production industrielle en 2006 : une reprise affectée par les difficultés persistantes de l'automobile », Le 4-Pages, Sessi, n° 228, mars 2007 : www.industrie.gouv.fr/

L'industrie manufacturière dans l'Union européenne 1.3

1. Principaux indicateurs de l'industrie manufacturière (section D de la NACE) en 2004

	milliers				
	UE à 27	Alle- magne	France	Italie	Roy.- Uni
Nombre d'entreprises	2 315	200	258	524	155
Personnes occupées	35 262	7 228	3 888	4 673	3 409
<i>milliards d'euros</i>					
Chiffre d'affaires	6 081	1 578	919	863	683
Valeur ajoutée	1 605	427	210	208	216
Excédent brut d'exploitation (% du CA)	9,5	6,8	6,0	9,5	13,2

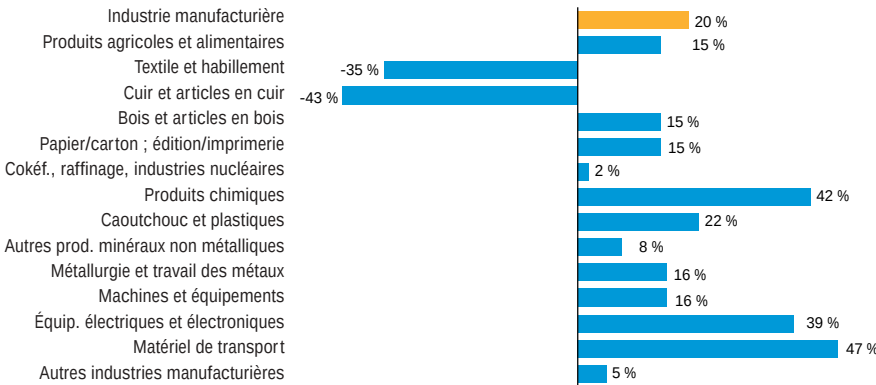
Source : Eurostat.

2. Principaux secteurs industriels dans l'UE à 27 en 2004

% de la VA totale manufacturière	
Principaux secteurs industriels	
Métallurgie et travail des métaux	13,3
Industries agroalimentaires	12,5
Fabrication d'équipements électriques et électroniques	11,8
Fabrication de machines et équipements	10,7
Industrie chimique	10,6
Industrie du papier et du carton ; édition et imprimerie	8,5
Industrie automobile	8,3
Industrie du caoutchouc et des plastiques	4,7
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	4,5
Industrie textile et habillement	3,5
Autres secteurs (sous-total)	11,6

Source : Eurostat.

3. Évolution de la production par activité manufacturière (UE à 25, 1995-2005)



Source : Eurostat.

4. Échanges de produits manufacturés entre les pays de l'UE à 27 et avec le reste du monde en 2006

	milliards d'euros			
	Exportations intra-UE	Exportations extra-UE	Solde extra-UE	Solde global
Allemagne	492	294	112	241
France	206	112	32	-3
Pays-Bas	195	55	-58	19
Belgique	179	59	1	29
Royaume-Uni	178	107	-29	-46
Italie	174	113	37	48
Espagne	92	36	-14	-53
Autriche	68	28	12	10
République tchèque	58	10	2	7
Pologne	58	16	2	-5
Suède	58	41	21	22
Irlande	46	29	13	31
Hongrie	42	11	-2	2
Danemark	32	16	2	-6
Finlande	28	23	13	13
UE à 27	2 018	982	130	249

Source : Eurostat.

1.4 La production industrielle en 2006

La production de l'industrie manufacturière augmente peu en 2006 (+1,3 %, en moyenne annuelle comme en glissement). En reprise au printemps, elle stagne à partir de l'été et reste en retrait des 4 % de croissance industrielle de la zone euro. Si les biens d'équipement sont assez dynamiques, le recul de la production automobile et son impact sur les produits situés en amont expliqueraient à eux seuls près de deux points de perte de croissance.

La lente reprise de l'industrie agroalimentaire se poursuit (+1 % en glissement). Notable pour les corps gras et les produits à base de fruits et légumes, elle s'accompagne de hausses de prix (huiles, poissons, etc.). Le recul du secteur des viandes est lié aux cas de grippe aviaire de l'hiver. La chute des cours des vins semble enrayée. Le recul de 50 % du tabac depuis 2001 marque un palier.

Dans l'automobile, le recul de la production est de nouveau important (-4 % en glissement, après un recul de 9 % en 2005) pour les constructeurs et les équipementiers. Les véhicules français sont en repli sur un marché européen pourtant assez résistant et malgré une reprise du diesel (75 % des ventes en France). L'excédent commercial décline à nouveau. Seuls les véhicules utilitaires sont épargnés par la crise.

Les biens de consommation progressent modérément (+ 1,5 %) en dépit d'une forte demande intérieure, subissant la concurrence des produits étrangers. Dans l'habillement et le cuir, le déclin de la production se poursuit face aux importations venant de Chine. Les produits de luxe et la parfumerie profitent cependant de la demande mondiale. La production de meubles recule. Celle d'appareils ménagers stagne. La production d'écrans de télévision marque une pause après l'envolée liée à la Coupe du monde de football. En forte croissance (génériques, exportation de

vaccins, etc.), la pharmacie ralentit en fin d'année. Dans les biens d'équipement (+ 3,5 %), la croissance se renforce grâce à la reprise mondiale de l'investissement. Dans l'aéronautique, les livraisons d'Airbus ont atteint des niveaux records malgré les retards de livraison des premiers A380. L'activité s'améliore dans le secteur spatial. Les chantiers navals bénéficient de nouvelles commandes et la plaisance reste très dynamique. Les exportations de matériel ferroviaire se redressent. Dans la mécanique, la production s'accroît. Dans l'électronique, le déclin des ordinateurs et des téléphones portables contraste avec la croissance des équipements de transmission et des composants high-tech. Les équipements médico-chirurgicaux et les instruments de mesure restent en forte croissance.

Les biens intermédiaires (43 % de la valeur ajoutée) ne progressent, une nouvelle fois, que faiblement (+1,5 %), dans un contexte de forte hausse des prix du pétrole et des matières premières. Les matériaux bénéficient du haut niveau d'activité dans le bâtiment mais subissent la concurrence des importations dans le second œuvre. Le verre plat souffre du recul de l'automobile et le verre creux de la concurrence chinoise. Les débouchés du textile au Maghreb s'érodent devant la percée asiatique. Le rebond de la papeterie contraste avec le recul du papier-carton. Le travail du bois faiblit dans l'ameublement et l'emballage mais progresse dans le bâtiment. La chimie continue de stagner. La plasturgie reste bien orientée. Dans le caoutchouc, la croissance des débouchés liés au bâtiment et à l'aéronautique contraste avec le recul des pneumatiques. Avec la surchauffe mondiale, la hausse des exportations d'acier compense le recul de la demande provenant du secteur automobile. Si la production de métaux non ferreux reste hésitante, le travail des métaux se redresse. ■

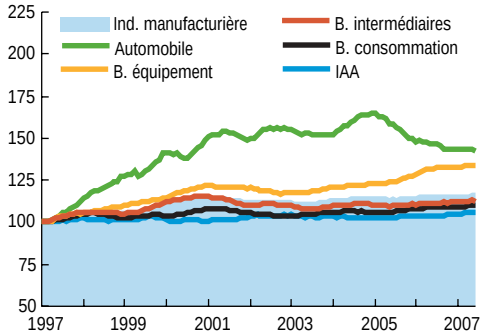
Pour en savoir plus

- Michard D. : « La production industrielle en 2006 », *Le 4-Pages*, Sessi, n° 228, mars 2007 : www.industrie.gouv.fr/biblioth/docu/4pages/228/index.htm
- Fiches et notes de conjoncture industrielle du Sessi : www.industrie.gouv.fr/observat/conjonct/pdf/fiches.htm
- Indice de production industrielle : www.insee.fr/fr/indicateur/indic_conj/liste_indice.asp

La production industrielle en 2006 1.4

1. Production manufacturée par grand secteur

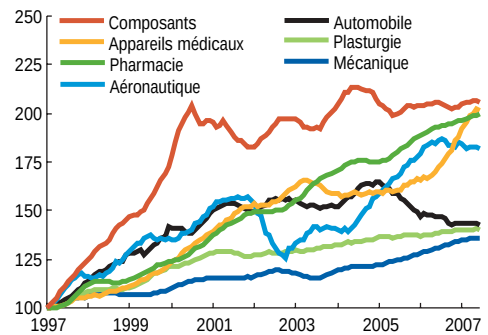
en moyenne mobile (base 100 début 1997)



Sources : Insee, Sessi, Scees - indices de la production industrielle.

2. Productions en forte croissance

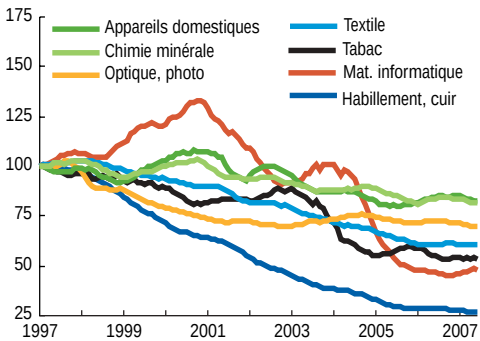
en moyenne mobile (base 100 début 1997)



Sources : Insee, Sessi - indices de la production industrielle.

3. Productions en déclin accentué

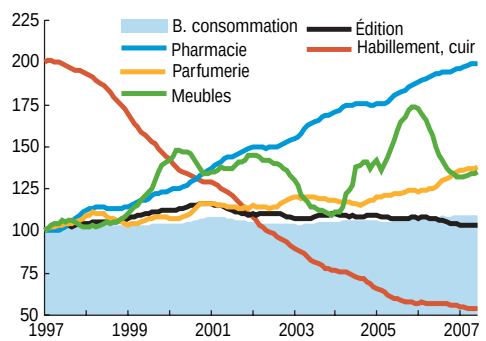
base 100 en 1997



Sources : Insee, Sessi, Scees - indices de la production industrielle.

4. Biens de consommation

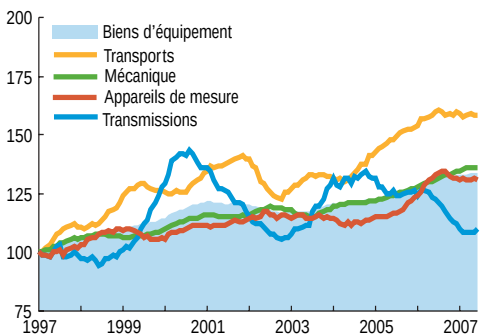
base 100 en 1997 (200 pour l'habillement)



Sources : Insee, Sessi, Scees - indices de la production industrielle.

5. Biens d'équipement

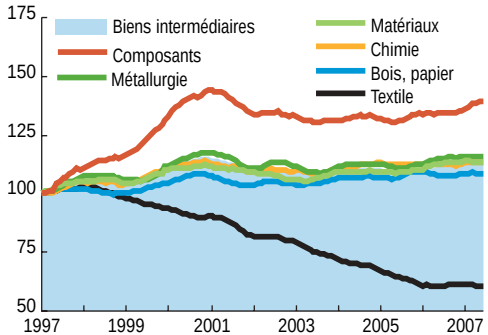
base 100 en 1997



Sources : Insee, Sessi, Scees - indices de la production industrielle.

6. Biens intermédiaires

base 100 en 1997



Sources : Insee, Sessi, Scees - indices de la production industrielle.

1.5 Le PIB et la demande en produits manufacturés

La production des branches de l'industrie française n'a augmenté que d'un peu plus de 1 % en 2006 (contre 6 % pour la production allemande).

À l'image de l'amorce de reprise de 2004, le redressement observé en 2005 marque le pas dès l'été 2006. Ainsi, pour la première fois depuis dix ans, le taux de croissance de l'industrie française se situe nettement en retrait de celui de nos principaux voisins. Il est aussi inférieur à ceux de l'ensemble de l'économie française et des services aux entreprises. Le recul de 5 % de la production des branches de l'automobile explique une partie de ce décrochage. Cette faible croissance souligne surtout le manque de compétitivité d'un appareil productif qui n'a que peu bénéficié en 2006 de la reprise de la demande européenne et mondiale en produits industriels.

Certes, les exportations ont été dynamiques et le solde des échanges extérieurs de la France en produits manufacturés s'est stabilisé. La montée des exportations de biens d'équipement est contrebalancée par celle des importations de biens de consommation. Alors que l'Allemagne consolide son excédent industriel, celui de la France a quasiment disparu en 2006. Il ne compense donc plus comme avant le déficit aggravé des échanges de pétrole et de matières premières.

La demande intérieure de produits manufacturés a été soutenue en 2006. La hausse de la consommation des ménages en reste la composante la plus stable, et cela depuis 1996.

Pourtant, les achats de « biens durables importants » ont reculé (véhicules, meubles, équipements ménagers et de loisir). Enclins à de fortes fluctuations, leur croissance est contrastée en 2006. Les achats d'automobiles neuves ont baissé de 4%. La bonne tenue des

achats de meubles neufs a peu d'impact sur la production car ils sont souvent importés à bas prix. Mais ce sont surtout les ventes de matériels numériques qui ont le plus progressé, souvent au bénéfice des importations. Soutenues par le Mondial de football, les ventes de téléviseurs ont augmenté de 50 %, dépassant celles des matériels informatiques (+18 %, après +22 % en 2005).

Plus stables, les achats de produits non durables et autres produits manufacturés s'infléchissent (habillement...). De plus, la percée des accès en ligne a fait chuter le secteur de l'édition (journaux, CD, DVD...).

Les stocks ont légèrement contribué au soutien de la production industrielle de 2005 à 2006, mais ce mouvement s'inverse fin 2006. Ces fluctuations semblent assez erratiques et ne s'expliquent pas, comme les années précédentes, par les variations d'encours des équipements lourds (avions, bateaux...).

L'investissement (FBCF) en produits industriels continue de se redresser lentement mais avec régularité depuis deux ans. Après avoir fortement baissé en 2001 et 2002 puis stagné en 2003 et 2004, il contribue désormais au soutien de la croissance.

Ainsi, la demande intérieure en produits manufacturés a progressé régulièrement en 2006. Mais le poids croissant des consommations intermédiaires et des échanges extérieurs affaiblit le lien qui existait entre la production et la demande finale de produits manufacturés. Les fluctuations des échanges extérieurs expliquent pour l'essentiel les à-coups de la production industrielle depuis cinq ans. Cette dépendance souligne l'importance d'un redressement de notre compétitivité au sein d'une zone euro elle-même fragilisée par les baisses récentes du dollar, du yuan et du yen. ■

Définitions

Demande intérieure (d'un produit) :

= consommation + FBCF + variation des stocks

= production – consommations intermédiaires – solde des échanges

Pour en savoir plus

• Tableaux de la comptabilité nationale : cliquer sur comptes annuels et trimestriels dans les « Grands indicateurs » http://www.insee.fr/fr/home/home_page.asp

Le PIB et la demande en produits manufacturés 1.5

1. Évolution du PIB et de ses contributions

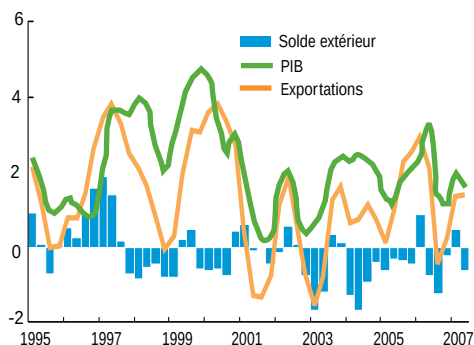
contributions en points de PIB

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007*
Produit intérieur brut (1 792 G€ en 2006)	3,9	1,9	1,0	1,1	2,5	1,7	2,0	2,1
Dép. consommation des ménages (993 G€)	2,0	1,4	1,2	1,2	1,4	1,2	1,2	1,3
Consommation des administrations (423 G€)	0,4	0,3	0,4	0,5	0,5	0,2	0,3	0,4
Formation brute de capital fixe (366 G€)	1,4	0,5	-0,3	0,4	0,7	0,8	0,7	0,8
dont entreprises non financières (186 G€)	0,8	0,4	-0,3	0,0	0,4	0,3	0,4	0,6
Solde extérieur des biens et services (-25 G€)	-0,3	0,1	0,0	-0,6	-0,7	-0,6	-0,4	-0,3
Exportations (481 G€)	3,3	0,7	0,4	-0,3	1,0	0,7	1,4	0,8
Importations (507 G€)	-3,6	-0,6	-0,5	-0,3	-1,7	-1,3	-1,8	-1,2
Variation de stocks (10 G€)	0,5	-0,4	-0,3	-0,3	0,6	0,0	0,2	0,0

Source : Insee, Comptes nationaux annuels 2000-2006 et *prévision (cf. note de conjoncture de juin 2007 sur la base des comptes trimestriels).

2. Croissance du PIB et contribution du commerce extérieur

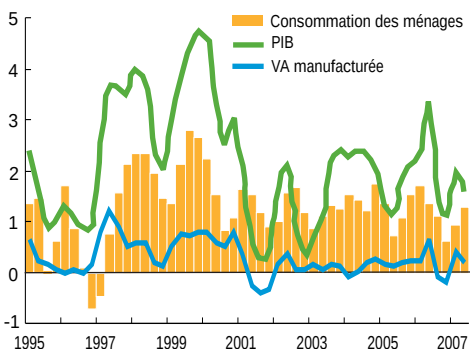
variations en points de PIB



Source : Insee - Comptes nationaux trimestriels.

4. Croissance du PIB, de la consommation et de la valeur ajoutée manufacturée

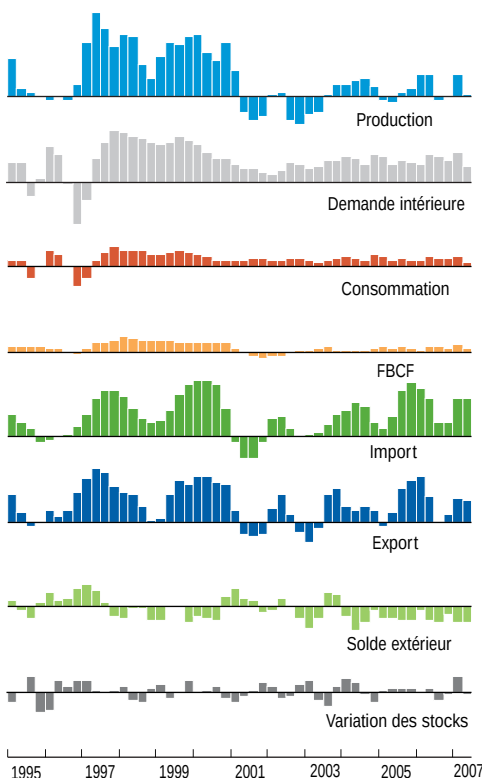
variations en points de PIB



Source : Insee - Comptes nationaux trimestriels.

3. Contributions de la demande à la production* industrielle

en points de production industrielle (après lissage**)



(*) En comptabilité nationale, la production est estimée en confrontant plusieurs sources (échanges, ventes, production...). Ses évolutions peuvent légèrement différer de celles de l'indice de la production industrielle.

(**) Pour rendre les variations plus lisibles, les données du trimestre sont lissées au quart avec celles du trimestre précédent et du suivant. Échelle : écart entre deux lignes = 12 points de croissance annuelle de la production industrielle.

Source : Insee - Comptes nationaux trimestriels (hors IAA), mai 2007.

1.6 Poids de l'industrie et externalisation vers les services

L'industrie est une composante importante de l'économie française. Les produits industriels représentent l'essentiel de ses échanges extérieurs de biens et services. Les quatre cinquièmes des dépenses de R & D lui sont consacrées.

Cependant, le poids de l'industrie manufacturière se réduit, comme dans tous les pays développés. Elle a perdu 50 000 emplois par an depuis vingt ans (fiche 3.3). La part dans le PIB de la valeur ajoutée des branches d'activité industrielle est passée de 16 % en 2000 à 12,4 % en 2006. La valeur ajoutée des entreprises industrielles diminue tout aussi vite. Cette baisse de la part de l'industrie dans l'ensemble de l'économie s'explique de deux façons :

- l'essentiel du recul en valeur de la production et de la valeur ajoutée industrielles est dû à la baisse des prix relatifs de l'industrie manufacturière ;

- une part importante est le résultat de la concurrence internationale.

En volume, la production et la valeur ajoutée industrielles ont progressé de 50 % en vingt ans. Les économies modernes sont ainsi de plus en plus consommatrices de produits industriels et la percée des produits numériques en témoigne. Mais, leur coût relatif ayant diminué, l'industrie occupe une place moindre dans l'économie nationale.

Ce recul est amplifié par l'externalisation croissante que pratiquent les entreprises industrielles. Il s'agit, pour une part, de fonctions auxiliaires antérieurement intégrées aux entreprises industrielles et aujourd'hui externalisées sous forme de prestations de services : services généraux (comptabilité, nettoyage, informatique...), services liés à la fabrication (approvisionnement, location

d'équipement ou de personnel, entretien...) et services situés en amont (recherche, ingénierie...) ou en aval de la production (commercialisation, publicité, service après-vente, récupération des déchets...).

Le renforcement de la concurrence internationale a obligé de nombreuses entreprises à se recentrer sur leur « cœur de métier » en achetant de plus en plus des services. Mais, la rentabilité des entreprises reposant souvent sur l'innovation et la politique commerciale, la fabrication proprement dite est parfois sous-traitée, souvent à l'étranger, et certains industriels évoluent progressivement du statut de fabricant à celui de donneur d'ordres, dans une optique d'industrie sans fabrication (« fabless »), faisant ainsi de la conception et la commercialisation leur « cœur de métier ». Pour analyser les systèmes de production actuels, il faut donc les décomposer en fonctions élémentaires, qu'elles soient internes à l'entreprise ou externalisées (fiche 7.9).

Une partie de la décroissance de l'industrie provient donc de cette externalisation vers les services dont certains ont créé de nombreux emplois en dix ans : fourniture de personnel (310 000), nettoyage, sécurité...(290 000), services informatiques (110 000), administration d'entreprises (90 000).

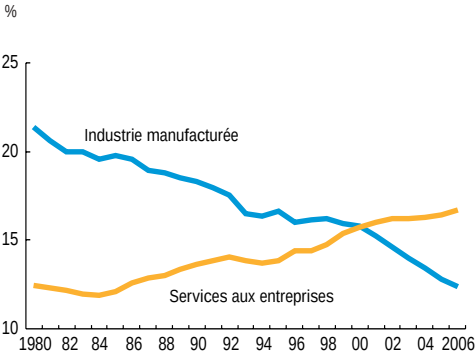
La part de la décroissance de l'emploi dans l'industrie due à la concurrence internationale est également importante. Celle-ci se traduit par une modification du partage entre production et importation, soit parce que des produits étrangers, plus compétitifs, prennent la place de produits français, soit par suite de délocalisation de l'activité d'entreprises françaises dans des pays en développement (Chine, Europe centrale, ...), les coûts salariaux y étant très bas (fiche 5.1).■

Pour en savoir plus

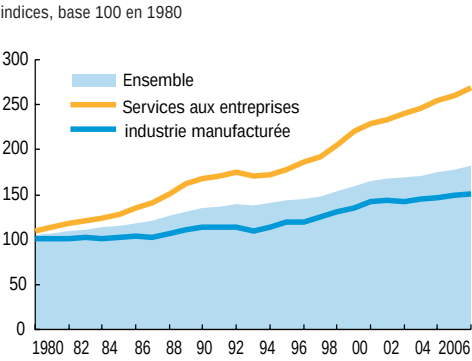
- « Rapport sur les comptes des services », Insee.
- www.insee.fr/fr/nom_def_met/methodes/doc_travail/liste_doc_travail.asp?simple=services&ok=OK
- Comptes de la nation : tableaux sur la VA par branches : www.insee.fr/fr/indicateur/cnat_annu/base_2000/tableaux/tableaux_detaillies.htm
- « Rapport CPI 2004-2005 », fiche 12A
- www.industrie.gouv.fr/sessi

Poids de l'industrie et externalisation vers les services 1.6

1. Part de la valeur ajoutée de l'industrie dans le PIB

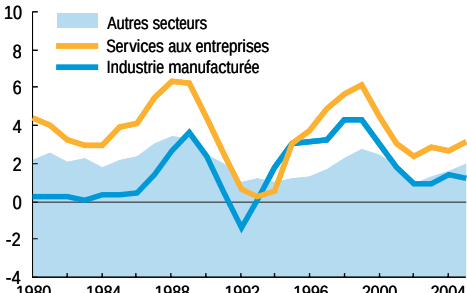


2. Croissance en volume de la valeur ajoutée de l'industrie et des services aux entreprises

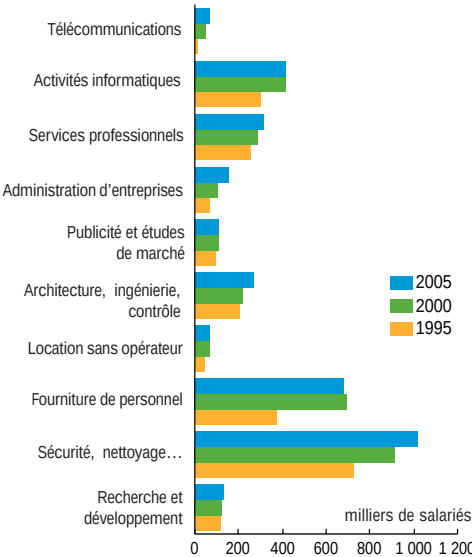


3. Évolution relative de l'économie

taux de croissance annuel en volume (en %)



4. Croissance des effectifs dans certains services aux entreprises proches de l'industrie



1.7 Matières premières minérales : prix et approvisionnement

La Chine est au centre du marché mondial des matières premières* minérales. Jusqu'à la fin des années quatre-vingt-dix, la Chine a pu satisfaire ses besoins en matières premières minérales avec ses capacités propres, donc sans effet autre que marginal sur les marchés mondiaux. À partir de 2001-2002, du fait de sa vive croissance économique, le pays devient importateur systématique pour les matières intrinsèquement rares - les métaux essentiellement -, et les prélèvements sur les disponibilités minières mondiales situées hors de Chine ne cessent d'augmenter.

De plus, la hausse de la demande pour les matières minérales rares s'est doublée d'une crise de l'offre. Les années quatre-vingt-dix ont été en effet marquées par une faiblesse générale des cours mondiaux des matières premières minérales, l'écroulement de l'économie de l'ex-Union Soviétique rendant disponibles les importantes productions minières de ce pays. Dans un tel contexte, l'industrie minière occidentale ne s'est pas engagée dans un effort d'augmentation de ses capacités de production suffisant pour faire face à la forte demande des pays émergents. Les métaux sont particulièrement sensibles à tout déséquilibre de l'offre et de la demande. L'envol des prix de l'acier a commencé en 2002 et celui des principaux métaux non ferreux en 2003. Les hausses les plus fortes ont eu lieu essentiellement à partir de 2004, année où les prix moyens annuels de l'acier et du cuivre ont augmenté de 60 % environ. En 2005, les hausses des métaux de base ont été plus modérées, de 0 % pour l'acier à 30 % pour le zinc.

Mais, l'année 2006 est marquée par des hausses encore plus fortes qu'en 2004, avec + 135 % pour le prix moyen du zinc et + 90 % pour le cuivre. Au total, les prix de ces deux métaux ont quadruplé de 2001 à 2006. Quant à la

filière de l'acier, elle n'a pas été épargnée en 2006 : les prix moyens du minerai de fer et du charbon à coke ont tous deux augmenté de 15 % et celui du nickel, principal métal d'alliage des aciers inoxydables, s'est envolé de 60 %, quadruplant lui aussi de 2001 à 2006.

Les fonds spéculatifs sont très présents sur les marchés des métaux. Ils ont exploité les situations de pénurie. Dans des secteurs où toute augmentation de l'offre nécessite des investissements longs et coûteux, il est cependant difficile de juger de la pertinence de ces hausses, même lorsqu'elles semblent excessives. En effet, ces hausses doivent être importantes à court terme pour pouvoir restreindre la demande, promouvoir le développement de substituts et dégager des solutions techniques alternatives au niveau de la demande finale.

Aussi, la Chine cherche à sécuriser ses approvisionnements et développe une politique d'accès aux ressources minières au niveau mondial. Elle s'efforce, parallèlement, de se doter des capacités de production métallurgique correspondant à ses besoins.

En France, dans un contexte mondial de hausse générale du prix des matières premières, le déficit français des échanges avec l'extérieur de matières premières minérales s'est fortement accru de 2005 à 2006, passant de 3,7 à 5,3 milliards d'euros. Bien qu'important, ce déficit reste cependant relativement modéré en raison des exportations françaises de déchets et de demi-produits.

De plus, le recyclage des métaux prend une importance croissante en Europe, même si les évolutions depuis 1980 des taux apparents de recyclage au niveau français restent plutôt modestes et parfois difficiles à interpréter en raison des exportations de déchets et de demi-produits. ■

Pour en savoir plus

- * Voir « Définitions » en annexe.
- « Chiffres clés des matières premières minérales », DGEMP : www.industrie.gouv.fr/energie
- Revue « Écomine », DGEMP et BRGM.
- « Cyclope, les marchés mondiaux », Économica, 2006.
- http://www.industrie.gouv.fr/energie/publi/f1e_pub.htm
- Minéraux et métaux, rapport d'activité Fedem : www.fedem.fr

Matières premières minérales : prix et approvisionnement 1.7

1. Échanges extérieurs de matières premières

milliards d'euros

En 2006	Import	Export	Solde
Minerais			
ferreux	0,90	n.s.	-0,90
non ferreux	0,42	0,08	-0,34
minéraux chimiques	0,11	0,06	-0,05
minéraux industriels	0,10	0,10	0,00
Déchets			
ferreux	0,74	1,72	0,98
non ferreux	1,07	1,92	0,85
Métaux bruts			
ferreux	0,13	0,12	-0,01
non ferreux	6,01	1,65	-4,36
ferro-alliés	0,67	0,25	-0,42
Demi-produits			
ferreux	11,39	11,44	0,05
non ferreux	4,12	4,74	0,62
Autres produits			
chimie minérale de base	2,58	1,84	-0,74
matériaux de construction	2,19	1,22	-0,97
Total	30,40	25,10	-5,30
Évolution 2006/2005	27 %	24 %	43 %

Source : Douanes.

3. Taux de recyclage apparent

en 2005	Utilisé Mt	dont recyclé	Taux de recyclage (%) en 2005	rappel 1980
Aluminium	1,31	0,42	32	25
Cuivre	0,42	0,09	21	28
Fer	16,10	11,20	70	40
Plomb	0,26	0,11	42	57
Zinc	0,38	0,08	21	18

Sources : Fedem, FFA.

2. Pays fournisseurs de la France en 2006

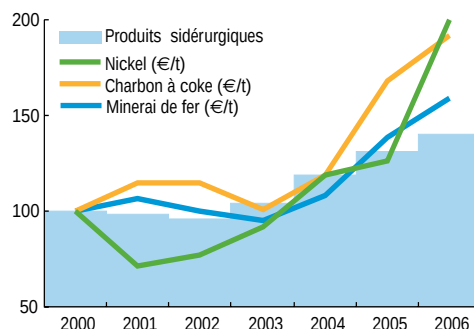
part des approvisionnements en %

	Principal pays fournisseur (%)	Pays en 2 ^e position (%)
Minerai de fer	Brésil (65)	Australie (15)
Bauxite	Guinée (90)	Chine (5)
Alumine	Suriname (40)	Jamaïque (35)
Min. manganèse	Brésil (60)	Afrique du Sud (25)
Phosphate	Maroc (60)	Algérie (35)
Potasse	Allemagne (99)	Italie (1)
Aluminium	Norvège (20)	Pays-Bas (15)
Cuivre	Chili (60)	Pologne (15)
Étain	Indonésie (50)	Brésil (10)
Nickel	Nouvelle-Calédonie (35)	Russie (30)
Plomb	Allemagne (40)	Royaume-Uni (30)
Titane	Kazakhstan (40)	États-Unis (10)
Zinc	Pays-Bas (25)	Belgique (25)

Source : Douanes.

4. Prix dans la filière de l'acier

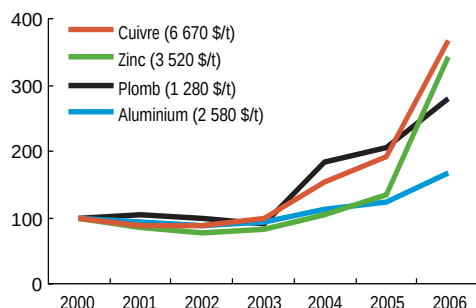
indices, base 100 en 2000



Sources : Insee, Eurostat et LME (London Metal Exchange) - prix à l'import (UE) du fer et du charbon, cours LME à 3 mois du nickel, indice des prix à la production pour les produits sidérurgiques.

5. Prix des principaux métaux non ferreux

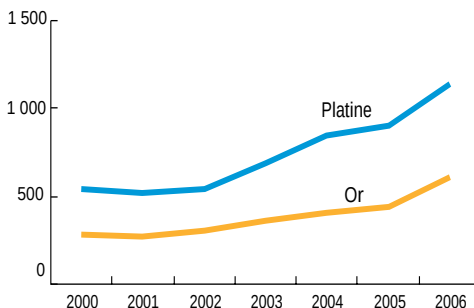
indices des prix industriels, base 100 en 2000, \$ par tonne en 2006



Source : cours LME (London Metal Exchange) à 3 mois.

6. Prix des métaux précieux directeurs

\$ par once



Source : cours LMBA (London Market Bullion Association) au comptant.

1.8 Les prix à la production dans l'industrie en France en 2006

Les hausses des prix en euros à l'importation des matières premières* industrielles (+ 37 %, fiche 1.7) et du pétrole (+ 20 %) ont été très fortes de 2005 à 2006. Cette montée des coûts d'approvisionnement affecte surtout les prix à la production* des biens intermédiaires (+ 4,3 % en moyenne annuelle en 2006, après + 2,9 % en 2005).

En revanche, les prix des autres produits industriels ont évolué plus modérément, avec de légères hausses pour les produits de l'industrie automobile (+ 1,8 %) et les biens d'équipement (+ 1,2 %) et une quasi-stabilité pour les biens de consommation (- 0,4 %).

Au total, les prix de la production industrielle vendue sur le marché français augmentent en moyenne annuelle de 2,5 % (hors énergie et IAA), rythme sensiblement plus élevé qu'en 2005 (+ 1,8 %). En glissement annuel sur douze mois, la hausse s'est nettement accélérée (+ 3 % en décembre 2006 au lieu de + 1,4 % en décembre 2005).

Le prix des produits des industries agroalimentaires progresse rapidement en 2006 (+ 2,1 % alors qu'il avait baissé de 0,7 % en 2005). Cette hausse est liée à celle des cours des céréales et des oléagineux. Les récoltes ont diminué dans plusieurs grands pays producteurs (sécheresse exceptionnelle en Australie notamment) et les stocks mondiaux de céréales sont au plus bas depuis vingt-cinq ans. La demande liée aux biocarburants se développe rapidement en Europe et en Amérique. La consommation alimentaire s'accroît dans les pays émergents.

L'impact de ces hausses est très net à partir de l'été, notamment sur le prix de la production des aliments pour animaux (+ 9 % entre juillet et décembre). De plus, la progression des prix de la production d'alcools éthyliques a été forte tout au long de l'année (+ 30,8 % en moyenne annuelle, après + 12,1 % en 2005), en particulier l'éthanol, biocarburant dont les cours sont liés à ceux du pétrole et dont la demande est soutenue.

Par produit, les évolutions restent très contrastées. Pour de nombreux produits, les hausses de prix sont limitées par la concurrence étrangère et cette contrainte est répercutée dans une certaine mesure sur les fournisseurs et sous-traitants. C'est le cas pour les produits de l'industrie automobile ainsi que pour de nombreux biens de consommation. Le prix des produits pharmaceutiques chute de 5 % suite aux incitations gouvernementales à la consommation de médicaments génériques. Les progressions les plus fortes concernent les secteurs des biens intermédiaires les plus exposés au renchérissement des matières premières industrielles et énergétiques, notamment les produits de la chimie (+ 8,9 % pour la chimie organique) et de la métallurgie (+ 39,5 % pour les métaux non ferreux, + 8 % pour les pièces de fonderie et + 5,9 % pour les produits de la sidérurgie et de la première transformation de l'acier). En outre, les tensions sur le marché du bois se sont traduites par une augmentation de 3,1 % du prix de la production des produits en bois, en papier ou en carton. Les prix de la production exportée évoluent sensiblement moins vite (+ 1,2 % hors énergie et IAA, après + 0,9 % en 2005). Si la hausse des prix à l'exportation dépasse 4 % dans les biens intermédiaires, la baisse se poursuit pour les biens de consommation (- 0,9 %) et les biens d'équipement (- 1,4 %) ; les prix de la production des produits de l'industrie automobile et des IAA sont quasiment stables (respectivement - 0,5 % et - 0,1 %), avec un écart d'évolution de plus de deux points avec les prix de vente en France.

Au total, pour l'ensemble de la production industrielle française commercialisée sur les marchés intérieur et extérieurs, les prix progressent à un rythme relativement élevé (+ 3 %) et proche de celui de 2005 (+ 2,7 %). Hors énergie et IAA, l'évolution des prix de la production totale est plus modérée (+ 1,9 % en 2006, après + 1,6 % en 2005). ■

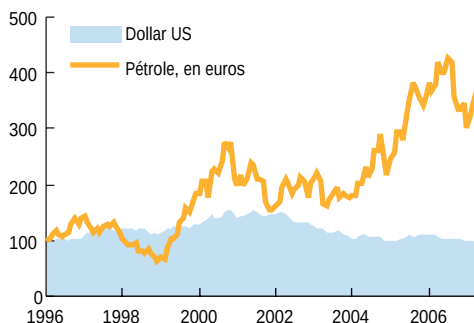
Pour en savoir plus

- *Voir « Définitions » en annexe.
- Insee - base de données sur les indices : www.indices.insee.fr

Les prix à la production dans l'industrie en France en 2006 1.8

1. Cours du pétrole et du dollar

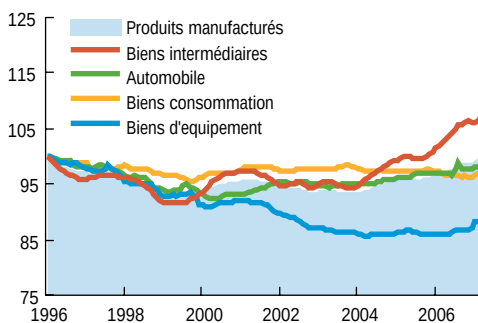
Indices, base 100 en janvier 1996, en euros



Source : Insee, prix spot du Brent à Rotterdam en euros.

2. Prix à la production, marchés français et étrangers

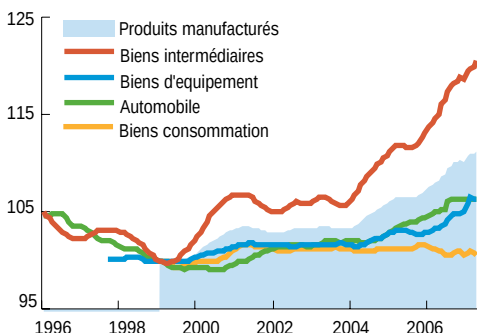
Indices, base 100 en janvier 1996, en euros



Source : Insee, indices des prix à la production.

3. Prix à la production sur le marché français

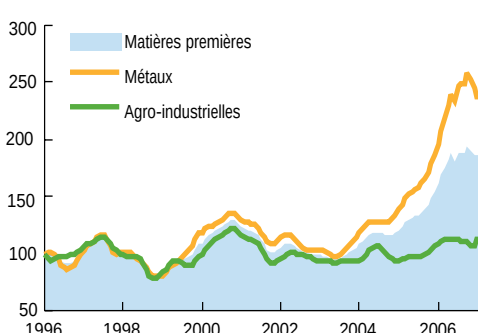
indices, base 100 en janvier 1999, en euros



Source : Insee, indices des prix à la production.

4. Prix des matières premières

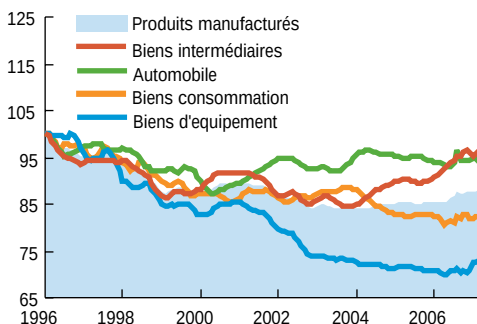
Indices, base 100 en janvier 1996, en euros



Source : Insee, indices des prix à la production.

5. Prix sur les marchés étrangers

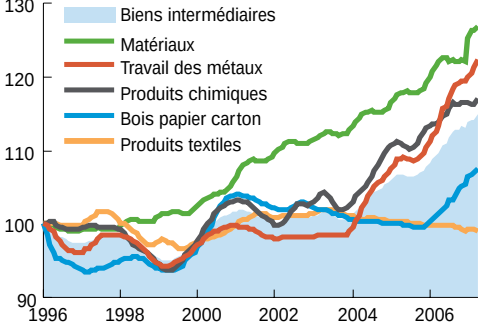
Indices, base 100 en janvier 1996, en euros



Source : Insee, indices des prix à la production.

6. Prix des biens intermédiaires sur le marché français

Indices, base 100 en janvier 1996, en euros



Source : Insee, indices des prix à la production.